

## Face-à-face – Cachez ces affiches...

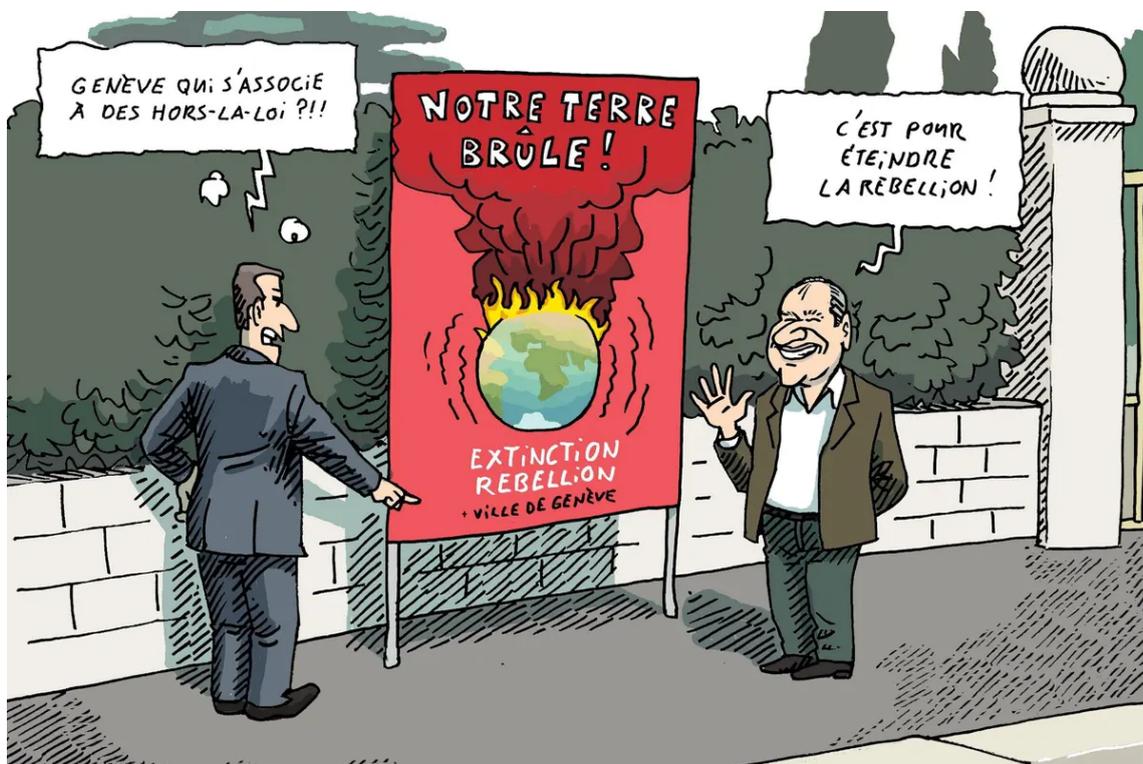
Alfonso Gomez, [Vincent Subilia](#)

6-8 minutes

Le conseiller administratif de la Ville de Genève chargé des Finances, de l'Environnement et du Logement, et le directeur de [la Chambre de commerce](#) s'opposent sur la campagne d'affichage Faire Face.

Opinion, [Vincent Subilia - Directeur général CCIG](#)

Publié aujourd'hui à 07h30



Dessin Herrmann

La campagne d'affichage Faire Face alerte les Genevois depuis le 30 mai sur les risques concrets du dérèglement climatique. La

polémique qui enfle depuis pointe le soutien offert par la Ville à cette initiative émanant du mouvement Extinction Rebellion. S'opposent ici le conseiller administratif chargé des Finances, de l'Environnement et du Logement, et le directeur de la Chambre de commerce.

## **Répondre ensemble à l'urgence climatique**

Disparition des perches du lac, évacuation des Pâquis en raison de températures extrêmes, fermeture du pont du Mont-Blanc à la suite d'inondations: alors qu'il est difficile pour les citoyennes et citoyens de se projeter dans les risques à venir du dérèglement climatique pour notre région, la campagne d'affichage Faire Face s'appuie sur des exemples concrets pour provoquer une prise de conscience et la volonté d'agir au niveau local face à l'urgence globale.

Cette campagne de sensibilisation a été pilotée par le mouvement Extinction Rebellion en collaboration avec quatorze partenaires actifs sur les thèmes de la transition écologique, de la santé et de la communication non violente. Le soutien apporté par la Ville de Genève a suscité la critique d'une partie de la droite. Il s'agit ici de rétablir les faits.

Contrairement aux informations qui ont circulé, le soutien financier, à hauteur de 20'000 francs, n'a fait l'objet d'aucune subvention à Extinction Rebellion mais a servi à rémunérer les frais liés à la réalisation des supports de communication du projet conduit avec l'appui d'un comité scientifique qui a validé l'ensemble des messages. La campagne a été conçue bénévolement par les associations, et je remercie sincèrement celles et ceux qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour que cette initiative aboutisse. La démarche intègre en parallèle l'organisation de débats, ouverts au public durant tout le mois de juin, permettant de partager des idées et des solutions face aux enjeux.

Face à l'ampleur du défi climatique qui nous attend, je regrette que

les critiques en appellent à la division. Invoquer, à propos de ce projet, «une mise en danger de la démocratie» relève de la désinformation ou, pire, du mensonge. Je suis, au contraire, convaincu de la nécessité urgente d'œuvrer ensemble – acteurs et actrices de l'économie, associations, représentant·e·s de la société civile, autorités publiques – à des changements concrets.

La polémique orchestrée autour de ce projet ne doit pas occulter la problématique de fond. La situation climatique ne souffre aucune ambiguïté: l'innovation technologique ne permettra pas, à elle seule, d'atteindre nos objectifs de neutralité carbone. Les scientifiques sont formel·le·s et les rapports du GIEC limpides: nous ne pourrons pas faire l'impasse d'une transformation en profondeur de nos modes de production et de consommation.

Sensibiliser la population et susciter sa mobilisation est l'un des axes de la «Stratégie climat» de la Ville de Genève. C'est une nécessité absolue afin que nous puissions, ensemble, dessiner les contours d'une société sobre en carbone, avant qu'elle ne s'impose brutalement. C'est ainsi que nous pourrons créer une société respectueuse de l'environnement, des êtres humains et de la biodiversité. La croissance basée exclusivement sur le profit, en inadéquation avec les ressources planétaires, accroît les inégalités sociales: à terme, les enjeux autour de l'accès à l'eau et à la nourriture toucheront tout le monde. La campagne d'information proposée par Extinction Rebellion vient nous le rappeler.

### **L'État de droit: deux poids, deux mesures?**

Ainsi donc, les activistes genevois du mouvement Extinction Rebellion se font offrir par la Ville de Genève une campagne d'affichage publicitaire, pour un montant de 20'000 francs. La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), dont plusieurs membres ont fait les frais des actions de ce groupement, trouve outrancier que l'argent public – c'est-à-dire les

impôts des citoyen.ne.s et des entreprises – serve à financer la visibilité d'un mouvement qui ancre son action dans la désobéissance civile. L'arrachage des affiches, le blocage des routes, la dégradation des immeubles, les violations de propriété, les sit-in devant les entreprises ne peuvent pas être considérés comme des moyens d'expression acceptables, même au sein d'une démocratie.

Dès le moment où une autorité publique telle que la Ville de Genève passe outre ce type d'actions en finançant le mouvement qui les commet, la démocratie est en danger. Fonctionner avec de telles méthodes est contraire à l'État de droit.

Pour la CCIG, soutenir par des fonds publics un mouvement qui s'emploie à perturber le fonctionnement des entreprises, mais également la vie des Genevoises et des Genevois, pour une cause qui, certes, nous préoccupe tous, envoie un signal très négatif aux entreprises genevoises et aux citoyens contribuables qui assurent à la Ville de Genève des revenus de plus de 1,2 milliard de francs.

Alors qu'on sait que la moindre subvention publique est assortie de multiples conditions et contrôles à la charge des bénéficiaires, ce financement offert par la Ville de Genève est inadéquat autant qu'injuste pour les multiples associations qui remplissent leurs missions dans le respect des lois et règlements. Non seulement la question des moyens employés par ce mouvement ne peut être éludée, mais il y a aussi l'esprit.

«Le mouvement Extinction Rebellion ne cherche qu'à faire parler de lui en s'attaquant à l'économie»

Vincent Subilia

Ainsi que ces entreprises ont pu en faire l'expérience, le mouvement Extinction Rebellion ne cherche qu'à faire parler de lui en s'attaquant à l'économie et ne s'intéresse aucunement aux actions mises en œuvre par les entreprises pour lutter contre le

changement climatique. Et pourtant, des actions, il y en a. La CCIG propose d'ailleurs à ses membres un parcours inédit d'initiation, de formation et d'actions concrètes à entreprendre pour intégrer les objectifs de durabilité dans la démarche de son entreprise.

Le moment est venu pour nos autorités de savoir dans quel camp elles se trouvent: dans celui de la recherche de solutions concrètes en collaboration avec l'économie, dont le financement passera par le maintien d'un tissu économique solide à Genève, ou dans celui de l'anarchie et de la désobéissance civile.